

## Face à David Cameron, François Hollande en appelle à la "cohésion des Européens"

Le Premier ministre britannique a critiqué, en marge du G20, le projet de François Hollande de taxer à 75% les Français les plus fortunés.

David Cameron joue la provocation. **Après avoir critiqué le projet de François Hollande de relever l'imposition des contribuables les plus riches, le Premier ministre britannique s'est dit prêt, lundi 18 juin, à accueillir les entreprises qui fuiraient l'impôt en France.**

*"Quand la France instituera un taux de 75% pour la tranche supérieure de l'impôt sur le revenu nous déroulerons le tapis rouge, et nous accueillerons plus d'entreprises françaises, qui paieront leurs impôts au Royaume-Uni",* a déclaré David Cameron devant une assemblée de dirigeants d'entreprise à Los Cabos (Mexique), en marge du sommet du G20. *"Cela paiera nos services publics et nos écoles",* a-t-il estimé.

David Cameron avait rappelé auparavant qu'il avait au contraire abaissé l'imposition des très hauts revenus en Grande-Bretagne.

Réplique cinglante de la délégation française : *"Je ne sais pas comment on peut dérouler le tapis rouge au travers du channel, il risque de prendre l'eau (...)* Je pense que c'est un propos qui lui a échappé", a ironisé le ministre du Travail, **Michel Sapin.**

**François Hollande** a répondu mardi aux propos du Premier ministre britannique, annonçant *"nous ferons la comparaison"*, au sujet des politiques fiscales française et anglaise.

**"Chacun doit être responsable de ce qu'il dit, je le suis. Dans un moment où la cohésion des Européens doit être forte, je ne ferai rien qui puisse l'ébrécher",** a déclaré **François Hollande depuis Los Cabos.** *"Ma responsabilité dans ce sommet est de faire en sorte qu'il y ait une confiance dans l'Europe (...). Donc, je ne m'échapperai en aucune manière des objectifs trop importants. L'Europe et le monde s'inquiètent, rien ne me fera détourner de mon objectif",* a-t-il ajouté.

---

Le député PS **Claude Bartolone** a également choisi d'accueillir les propos du Premier ministre britannique avec ironie, jugeant qu'il s'agissait d'une *"phrase d'après-dîner"*.

*"C'est triste de voir la Grande-Bretagne avoir comme ambition d'être la paradis fiscal de l'Europe,"* a estimé de son côté **Pierre Laurent**, secrétaire national du PCF.

*"Ce que je peux répondre à cette affirmation du Premier ministre britannique, c'est qu'il y a des patrons français qui sont des patriotes, il y a dans l'arsenal des mesures que nous allons prendre en faveur des entreprises, des mesures qui favoriseront l'investissement et qui inciteront les entreprises à rester en France",* a pour sa part commenté le ministre des Affaires européennes, **Bernard Cazeneuve**, sur Canal +.

**François Rebsamen**, président du groupe socialiste au Sénat, a réagi avec humour, sur son compte Twitter, à l'invitation de David Cameron : *"Carton rouge pour le tapis rouge de perfide Cameron. On recherche d'urgence la finesse de l'humour British !"*

D'autres ont pourtant accueilli les propos de David Cameron non sans enthousiasme, notamment dans les milieux patronaux.

Si **Laurence Parisot**, la présidente du Medef, a raillé *"le style direct des Anglais et de David Cameron en particulier,"* elle n'a pas manqué de critiquer à demi-mot le gouvernement : *"Si je vous dis tout ce que je vous dis ce matin, c'est parce que moi je ne veux pas que des entreprises françaises marchent sur ce tapis rouge"*.

*"Je veux une économie française forte, je veux une France prospère, je veux des entrepreneurs qui puissent multiplier des projets sur notre territoire, et au-delà bien sûr, mais avec comme base notre territoire, a-t-elle déclaré lors d'une conférence de presse mardi. Je veux aussi qu'il y ait un esprit entrepreneurial français, pas question que l'esprit entrepreneurial soit un monopole de nos amis britanniques."*

**Le mouvement patronal Ethic** s'est pour sa part ouvertement félicité des déclarations du Premier ministre britannique : *"S'il faut remercier David Cameron, ce n'est pas pour inciter les entreprises à fuir la France mais bien parce que sa déclaration provocante tombe au bon moment"*, a jugé la présidente du mouvement, Sophie de Menthon, avant d'ajouter que *"les Etats aussi sont en concurrence, notamment fiscale, et ce même dans l'Union européenne"*.

François Hollande s'est engagé pendant la campagne présidentielle à porter à 75% le taux de l'imposition pour les revenus au-delà d'un million d'euros. Son équipe avait précisé que pour les contribuables concernés, cela pourrait s'accompagner de plafonds sur certains impôts directs.